

Tribune : Solveig ; Charles-Henry ; Marion

### 1. Point sur la réforme en cours de l'éducation

#### Loi ORE (Valentine) :

Problème de départ : « scandale APB ». Tirage au sort dans filière Staps. 1% des étudiants.

D'où mise en place d'une nouvelle plateforme : Parcoursup.

Attention : ceux qui s'opposent à Parcoursup ne sont pas en faveur du maintien d'APB.

Les problèmes que pose Parcoursup :

- Lettre de motivation : très discriminant.
- Fiche avenir : juge de la motivation des élèves. Or difficile de se prononcer sur ce point
- Enorme quantité de dossiers à traiter car les vœux ne sont pas hiérarchisés
- Toutes les filières sont mises en tension artificiellement
- Chaque UFR met en place les critères de son choix. Ex : mise en place de coefficient sur les lycées dans certaines UFR. Pas de cadrage national.
- Certains attendus posent problème. Ex : Bafa (Staps) ; aller au musée

Concernant l'introduction d'une sélection à l'entrée à l'université : point qui ne fait pas consensus même parmi les opposants à Parcoursup.

Calendrier de la loi :

- la plateforme Parcoursup était en ligne avant même que la loi ne soit votée.
- Pas de nouvelles sur l'année de remise à niveau prévue par le « oui si ».

#### Réactions :

**Intervention** : La CGT a demandé une audience aux instances dirigeantes de SU. Des crédits ont été débloqués pour la mise en place de Parcoursup. Mais ils sont faibles (pas d'idée des montants). Pas de calendrier précis pour leur déblocage.

#### **Intervention :**

- Parcoursup, réponse à la demande de la Cour des comptes.
- Parcoursup : gabegie économique.
- Pourquoi les lycéens ne réagissent-ils pas, alors même qu'ils savent qu'on se moque d'eux.

#### Arrêté Licence (Vincent) :

Veut faire baisser les maquettes de Licence de 1500 à 1300 heures.

Tous les syndicats sauf CFDT ont quitté la table des négociations.

**Intervention (FSU)** : la FSU a quitté la table des négociations car en fait il n'y a pas de texte présenté, donc impossible de discuter.

Par ailleurs, précisions à propos des parcours de remise à niveau : pas d'informations sur l'objectif de cette année. Faut-il valider des choses ? Y a-t-il un cadrage national ?

### **Réforme du lycée (Marion) :**

Point de départ de la réforme : le bac coûte trop cher. Introduction de plus de contrôle continu. Majeurs et mineurs. Personnalisation des parcours. Renforcement des inégalités sociales, scolaires, et spatiales. Renforcement des inégalités face à la sélection mise en place par Parcoursup.

**Intervention** : il y a eu une demande auprès des instances dirigeantes de SU, pour les critères de chaque UFR soient publiés. L'université a répondu que les comités de sélection fonctionnent comme des jurys, sont souverains, donc pas d'obligation de publier les critères. Ne paraîtra pas en CFVU.

**Intervention** : par contre, ceux qui sont dans les conseils d'UFR pourraient faire fuiter les modalités de tri.

### **2. La communication de la part de l'AG**

Demande à tous les membres de l'AG d'envoyer les carnets d'adresse de leurs UFR.

### **3. La mobilisation étudiante (point par les étudiants du Comité de mobilisation étudiant)**

Le centre de Clignancourt était occupé avant les vacances. Le but était de permettre aux étudiants d'aller en manifestation, sans problème par rapport aux contraintes d'assiduité et à la Bourse.

Pas d'occupation pendant les vacances.

Lundi 30 avril : fermeture administrative de Clignancourt et Malesherbes.

Mercredi 2 mai : fermeture administrative de Clignancourt et Malesherbes. + Police + Groupes fascistes.

Mercredi 2 mai : blocage de Malesherbes et AG au parc Monceau.

Clignancourt : récupéré jeudi 3 mai. AG de rentrée ; 300 étudiants.

Aujourd'hui lundi 6 mai : AG à Malesherbes.

Les étudiants ont besoin du soutien des enseignants pour les ateliers alternatifs. Objectif : se réapproprié la fac et les modalités d'apprentissage.

Parallèlement, un référendum a été organisé par le président de l'Université, « à la demande de la FAGE ». Les étudiants du Comité de mobilisation ont rédigé un communiqué pour rappeler leur opposition au référendum. Suite à la publication des résultats, un autre communiqué est en cours de rédaction.

**Intervention** : il faut quand même entendre que le résultat du vote est représentatif d'une certaine tendance (cad opposition au blocage). Les votes en AG ne sont pas exempts de certaines critiques.

**Intervention** : y a-t-il vraiment des preuves sur le fait qu'il y a eu des problèmes dans la tenue du vote électronique ?

**Intervention** : qui a voté ? Si c'est majoritairement les étudiants de médecine, ça n'a pas de sens car n'ont pas été bloqués.

**Intervention** : les étudiants en AG ont voté une motion de défiance au référendum.

**Intervention** : problème d'un référendum, il n'y a pas de débat.

**Intervention** : tout SU vote alors que seuls quelques campus sont concernés (médecins). Dans les AG étudiantes, beaucoup de temps de débat et de réflexion. L'appel au vote ne rappelle pas pourquoi les étudiants bloquent, etc. D'ailleurs beaucoup d'étudiants anti-bloqueurs changent d'avis lorsqu'ils viennent en AG. Preuve qu'elles sont utiles.

**Intervention** : les conditions ne sont pas recueillies dès lors que les portes sont fermées. Donc vote non légitime. Car les informations ne sont pas partagées équitablement. Vote ok, mais dans ce cas il faut organiser des débats en amont.

**Intervention** : ne pas dire quand même que le résultat n'a pas de sens. Il faut aussi entendre les étudiants en détresse.

**Intervention** : pourquoi les personnels n'ont pas été consultés pour ce vote ?

**Intervention** : ce vote va servir à légitimer l'intervention de la police. Fait aussi pendant la loi Travail par des référendums du personnel dans certaines entreprises.

**Intervention** : en discutant avec les étudiants avant les vacances, surtout les L3, ils ne sont pas au courant de la réforme. Difficile de savoir où et quand ont lieu des AG.

**Intervention** : page facebook avec toutes les informations disponibles.

#### **4. L'occupation des sites de SU**

**Intervention** : l'occupation ne sert à rien et est dangereux. Il faut surtout mobiliser les lycées.

**Intervention** : on est bien conscient de ça, mais c'est difficile de mobiliser les lycées. On compte sur les dates du 16 et du 22 mai pour mobiliser les lycées (car 22 mai : 1ers résultats de Parcoursup).

**Intervention** : occupation de la rue est très importante. De son côté la FCPE a aussi du mal à mobiliser. Nuit des collèges à Ivry-sur-Seine : la FCPE galère aussi à faire de l'information auprès des parents. Faut-il faire du lien avec la FCPE ? comment ?

**Intervention** : les occupations ont plusieurs intérêts : permet aux étudiants mobilisés d'avoir des lieux pour se retrouver ; de tenir des comob ; des endroits où les étudiants non mobilisés ou entre-deux peuvent venir et discuter. Intérêt politique : se réapproprier les lieux de travail et d'étude. Pour ce qui est des lycées : si on n'occupait pas, on n'aurait pas les forces pour aller voir le lycée Rabelais. Ce qui est difficile, ce n'est pas de bloquer mais de garder les lycéens sur le site.

#### **5. Les partiels**

Point par Guillaume : L'AG étudiante a demandé le 10 améliorable, avec ou sans partiels, avec DS sur table ou devoirs maison, du fait des conditions du semestre. Ce n'est pas une demande stratosphérique.

Autre difficulté : les gens mobilisés ne sont pas tous sur Clignancourt ? Certains sont par exemple sur Sorbonne mère.

Quoi qu'on arrive à obtenir, il faut que ce soit au niveau de la Fac des Lettres et pas seulement à l'échelle de chaque UFR.

Problème : les évaluations commencent déjà à s'organiser sur certaines UFR, dont Espagnol. Pétition des étudiants de géo ont fait une pétition contre les partiels. En histoire, les étudiants mobilisés ont peur de la forme que va prendre l'évaluation.

Possibilité : faire une commission mixte qui réunirait étudiants et enseignants, pour s'il y avait des recours.

**Intervention** : pour faire une thèse, il faut avoir eu minimum 14. Donc 10 c'est bas.

**Intervention** : en Musicologie on a reçu une circulaire envoyée par A. Tallon. Dit qu'il faudra évaluer les étudiants, quoi qu'il arrive, par tous les moyens possibles, dont à distance. Nous sommes dépositaires du droit de noter en tant qu'enseignants.

**Intervention** : le 10 amélioré n'est pas très stratégique. On s'aliène tous ceux qui ont eu des notes un peu en-dessous de la moyenne en S1 et qui ont besoin de compenser.

**Intervention** : avant même de discuter des modalités d'évaluation, il faut savoir si on est prêts à accepter que des examens se tiennent sous contrôle de la police

**Intervention** : point sur la CNU (voir l'appel émis suite à cela).

**Intervention** : il faut demander plus que 10/20. Il faut aussi mettre la pression sur le baccalauréat. Il faut le faire sauter.

**Intervention** : ok les profs sont souverains, mais il faut une décision et un cadrage collectif.

**Intervention** : à la CNU, les organisations syndicales ont dit qu'il y avait des états d'avancement différents dans les facs. Besoin d'ancrer au niveau des personnels les AG massivement pour que les personnels prennent conscience de la situation. Appel à la grève pour la tenue des examens par la CNU. Pour les enseignants c'est facile (pas de retenue sur salaire). Est-ce qu'on reprend à notre compte ?

**Intervention** : notes améliorables : problème : risque de diviser la solidarité étudiante. La validation sans note : solution la plus intelligente. Tout à fait faisable techniquement. Beaucoup d'enseignants se posent la question des partiels. Pourquoi ne pas proposer de faire une concertation sur la question des partiels uniquement ?

**Intervention** : validation du semestre ou validation de l'année ? La question, c'est aussi : comment est-ce qu'on fait valoir nos positions par nos collègues ? Le rapport de force ne nous est pas encore favorable.

**Intervention** : A. Tallon n'a aucun intérêt à avoir des recours. Veut aller vers le minimum de conflit social.

**Intervention** : on arrive à un stade de la mobilisation où cela ne suffit plus que les enseignants donnent individuellement des garanties. Il faut des garanties collectives.

**Intervention** : prévoir comment demander à Tallon une entrevue avec représentant des enseignants et des étudiants, pour porter notre demande. Permettra aussi de voir où sont les problèmes.

**Intervention** : il faut que cette AG adopte une décision collective. Ex : UFR d'anglais, on demande à ce qu'il y ait vraiment 2 notes. Dans certaines UE, modalités très lourdes d'évaluation. Par ailleurs, peu importe la décision collective, comment on fait pour la porter ? Peut-être une solution serait : conseils d'UFR étudiants / enseignants ?

**Intervention** : le doyen est venu à Malesherbes et Clignancourt pour voir les étudiants. Délégation mercredi 6 mai. Les personnels pourraient venir aux côtés des étudiants pour porter une solution. Sur les assemblées d'UFR : pas une bonne idée ; il faut que la décision se prenne au niveau facultaire, non pas au niveau des UFR. UFR d'anglais, une des seules où la décision pourrait être favorable aux

étudiants. Il faut prendre une décision aujourd'hui, car question pressante. Les étudiants ne veulent pas imposer des décisions.

**Intervention** : pas de tenue des examens en présence policière.

**Intervention** : pas d'examens délocalisés.

**Intervention** : la décision la plus rationnelle : le 10 mélioratif (tous les étudiants ont 10/20, qu'ils passent ou non les examens. Ceux qui viennent effectivement à l'examen peuvent améliorer leur note).

**Intervention** : en 2009 en Sorbonne il n'y a pas eu de cours pendant 4 mois. Tout le monde a calé au moment des examens. La grève s'est arrêtée. Les examens : symbole fort. Il faut créer l'effet. Il ne faut pas des mesurette. Donc il faut la validation automatique.

## **6. Soumis au vote :**

**L'AG des personnels de Sorbonne Université dénonce la légalité et la légitimité du référendum sur la poursuite des blocages et s'oppose à sa potentielle utilisation pour légitimer une intervention policière.** Voté à l'unanimité moins 1 voix.

**L'AG des personnels participe à une commission mixte (personnels et étudiants) de rédaction d'un communiqué pour dénoncer le référendum.** Voté à l'unanimité.

- Mandatés pour le personnel : Gaëlle et Valentine

**L'AG des personnels refuse que des examens se tiennent sous présence policière et refuse la délocalisation des examens (même d'un centre de la Faculté des Lettres à un autre).** 1 participant ne prend pas part au vote. 1 abstention. Le reste de l'AG vote pour.

**L'AG des personnels met au vote plusieurs possibilités pour les évaluations du semestre 2 (à la fois contrôle continu et examens terminaux) :**

- 9 participants ne prennent pas part au vote
- 2 abstentions
- Note améliorable (10, 12 ou 14) : 7 pour
- Validation du semestre sans note : 19 pour
- Controlabilité (les étudiants d'auto-évaluent) : 4 pour

**L'AG des personnels vote la participation de représentants de l'AG à une rencontre avec A. Tallon aux côtés des étudiants mobilisés, le mercredi 9 mai :**

- 2 personnes ne prennent pas part au vote
- 3 s'abstiennent
- Le reste de l'AG vote pour.
- Mandatés : Vincent B., CH M., Marion M.

**L'AG des personnels appelle à 2 prochaines AG :**

Vendredi 11 mai à 12h30 à Clignancourt

Lundi 14 mai à 12h à la Maison de la Recherche ou sur le campus des Cordeliers.